



## Petit à petit, les supermarchés installent des portes à leurs rayons réfrigérés

11/10/2023

"Tous les magasins y passent": au salon du froid SIFA à Paris, la recherche d'économies d'énergie au rayon frais des supermarchés est l'un des maîtres-mots, même si un meuble réfrigéré sur trois en France n'est toujours pas équipé d'une porte qui limite significativement sa consommation.

"C'est une longue évolution", observe Cécile Marty, responsable marketing sur le stand **d'Epta**, groupe italien parmi les leaders avec sa marque de meubles réfrigérés Bonnet Névé, présent sur ce salon organisé jusqu'à jeudi.

Parmi les freins, Mme Marty cite le coût d'investissement mais aussi la mise en rayon plus compliquée pour le personnel et la crainte qui a longtemps été celle des commerçants que les vitres ne gênent le geste d'achat.

"Ca a démarré en 2012, il y avait un petit soutien du gouvernement au départ et en 2023, on est à 60% du parc" équipé de portes pour éviter la déperdition d'énergie, dit-elle. Les commerçants "y passent tous, sauf les réfractaires".

"On avait un peu peur que les clients n'ouvrent pas les portes" au départ, "mais c'est tout à fait rentré dans les moeurs et cela n'a pas entraîné de perte de chiffre d'affaires", assure Yves Audo, propriétaire de magasins Intermarché dans le Pays basque et président du Conseil du Commerce de France (CDCF).

Les meubles de froid pèsent pour la moitié de la consommation d'énergie du magasin, et les fermer "représente de 20 à 30% de consommation d'énergie en moins sur le froid", observe-t-il.

Perifem, une association qui réunit les acteurs de la distribution autour de questions énergétiques ou environnementales, indique qu'environ 30% de meubles réfrigérés restent encore à équiper de portes, ce qui "reste une estimation", indique à l'AFP Franck Charton, son délégué général.

"Il y a encore du travail là-dessus mais on va le faire, c'est un point majeur", assure M. Charton, alors que les premiers engagements auprès de l'Etat de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD) datent de 2012.

- Et les supérettes? -

Invité du colloque organisé jeudi par le gouvernement sur la sobriété énergétique, et à l'initiative d'un plan d'économies d'énergie en vigueur depuis un an dans la grande distribution, il assure que les investissements en la matière, après une pause durant le Covid, "ont repris l'année dernière".

Ils "vont continuer pour aller vers la fermeture de l'ensemble des meubles à horizon 2030", dit-il. "Mais la capacité d'investissement des magasins n'est pas infinie", ajoute M. Charton.

Car la fermeture des meubles a un coût, surtout si elle s'accompagne d'un changement de l'ensemble du système de refroidissement. La dépense peut aller de 500.000 euros pour un supermarché à 1,5 million pour un hypermarché, selon Perifem.

Au salon SIFA, dans les allées arpentées par des installateurs frigoristes, des bureaux d'études et des directeurs techniques d'enseignes, "l'économie d'énergie, c'est le sujet principal", constate le vendeur Bruno Petitdant sur le stand du géant américain Carrier, maison mère de Profroid.

Basée à Aubagne, l'entreprise est un grand nom des centrales de froid, ces énormes installations dérobées à la vue des clients sans lesquelles les linéaires de meubles ne refroidiraient pas.

C'est dans ce domaine d'ailleurs que portent désormais les innovations.

En dix ans, les fabricants ont beaucoup fait évoluer les meubles pour essayer d'éviter les reflets sur la porte, enlever l'encadrement qui créait une gêne visuelle, ou les éclairer par des Led pour éviter un apport de chaleur à l'intérieur du meuble.

Reste que "quand on met 500 portes dans un magasin, il y en a toujours une qui casse", admet Valérie Bonnevie, responsable marketing de Profroid. Autre inconvénient, "elles prennent de la place et il faut des allées suffisamment larges. Pour les hyper, ça passe, pour les petites surfaces, c'est plus compliqué".

C'est en tout cas par ces portes, et plus largement par les entreprises, que passera la transition énergétique française. En plein hiver, bureaux et commerces représentent environ 30% de la consommation d'électricité nationale.

cda-clr/ico/eb